



Mutations forcées de Julie et Sabrina, lanceuses d'alerte contre les VSS et le racisme au lycée Utrillo : le Rectorat doit prendre une décision de raison

L'intersyndicale 93 et avec elle l'ensemble de la communauté éducative attachée à la protection des victimes et des lanceuses d'alerte réaffirment leur soutien sans faille à Julie et Sabrina, toujours menacées d'une sanction déguisée scélérate par le Rectorat de Créteil pour avoir fait simplement leur devoir de syndicalistes et de lanceuses d'alerte. Déjà l'année dernière, le rectorat de la honte s'était illustré en mutant de force des collègues à Pantin et Noisy-le-Grand, coupables d'avoir lancé l'alerte sur des pratiques toxiques et maltraitantes.

Après 2 journées de grève et de rassemblement massif, les 3 et 17 septembre, ; après une audience au rectorat ayant démontré la grande gêne des décideurs face à cette sanction inique ; le rectorat se sait sous pression : aller au bout d'une procédure de sanction déguisée qui viendrait faire effraction dans tout un lycée, serait un crachat au visage des victimes de violences sexistes et sexuelles et de racisme, ainsi qu'aux lanceuses d'alerte. Le dossier à charge contre nos camarades, qui les présente comme des agentes de déstabilisation du lycée le couteau entre les dents, fait moins de 3 toutes petites pages et est constitué de 6 témoignages à charge pour chacune, dont 3 chefs d'établissement (sur les 30 qu'elles ont connus).

Les accusations portées contre elles sont grotesques, et sont battues en brèche par la somme gigantesque de documents qu'elles apportent en réponse, démontrant leur plein engagement pour leurs élèves depuis plus de 20 ans, leur rôle de soutien pour toutes les équipes y compris pour les directions, l'excellence de leurs évaluations comme professeures.

Ce jeudi 8 octobre, les mandaté-es à la F3SCT départementale (l'instance qui s'occupe de la santé et de la sécurité au travail) rédigent le rapport de la visite du lycée qui pointe l'état catastrophique du bâti, dans un état de délabrement avancé, et font état des nombreux manques dans le lycée en termes de moyens. Voilà la vraie priorité sur laquelle le rectorat doit agir et remplir sa mission d'employeur en obligeant la Région à entreprendre des travaux structurels au lycée et à pourvoir les postes manquants.

Ce même jour les mobilisations lycéennes continuent à s'amplifier et à demander de meilleures conditions de travail et la fin des violences subies par les élèves. L'intersyndicale « plan d'urgence 93 » s'est réunie devant la préfecture pour exiger ce plan d'urgence et la fin de la répression policière.

Le rectorat doit revenir à la raison: les sanctions doivent être abandonnées, les élèves doivent être protégé-es, un protocole d'écoute d'ampleur doit enfin être mis en place. Justice pour Julie et Sabrina, pour tout.es les lanceur.euses d'alerte et pour tous-tes les victimes de violences sexistes et sexuelles et de racisme.